Après renseignement pris, sir John Colborne écrivit qu'aucun habitant de Bytown ne connaissait de comité comme celui dont M. Wilson parlait, et recommanda d'agir prudemment en ce qui regardait cette importation de jeunes garçons telle que proposée. "Je ne voudrais pas", disait-il, "recommander de donner de l'encouragement à quelque plan de transport de ces garçons au Canada, à moins qu'il ne fût possible de former un établissement pour les recevoir et les loger jusqu'à ce qu'ils puissent être distribués parmi les cultivateurs des différents districts." (Série Q., vol. 381-3, page 734.)

Vu l'absence des arrangements supposés, il y eut une réunion des principaux habitants de Bytown, à laquelle fut formé un comité pour recevoir les garçons qui avaient été envoyés et pour les loger jusqu'à ce qu'on put en disposer. (Pages 739, 740.)

Lè motif de l'opposition de sir John Colborne au projet de M. Wilson paraît avoir été inspiré par la prudence et non par l'hostilité à quelque plan d'établissement pratique ; c'est tout le contraire, et il parle d'une façon élogieuse des plans de la Société de Colonisation d'Irlande, qu'il dit être si bienfaisants et exactement destinés à supprimer des difficultés si on pouvait faire disparaître certains obstacles qui enrayent le projet. Il montra la misère et l'embarras des aspirants colons chargés de grosses familles obligés d'attendre jusqu'à ce que leurs chefs pussent se procurer du travail. Pour prévenir ces maux et d'autres semblables, des agents, comme il a été dit plus haut, étaient placés à Québec et en d'autres endroits pour fournir tous les renseignements qui pourraient être requis, et à l'arrivée dans le Haut-Canada les agents devaient procurer aux personnes délaissées (*destitute*) des transports pour les districts où il y avait des travaux en marche ou pour les cantons où elles pouvaient être employées au défrichement. Il est évident que par "*destitute*" on entendait désigner les personnes en besoin immédiat de travail, et non leurs familles dans le besoin.

Une des sociétés projetées *The North American Colonial Association of Ireland* demanda d'acheter la section triangulaire de terre dans la région du Huron attenante au territoire de la *Canada Company*, mais sir John Colborne refusa de recommander cette proposition. D'après un diagramme et un rapport, l'étendue demandée contenait environ 500,000 acres. (Série Q., vol. 383-2, plan à la page 258, rapport à la page 260.) On verra par ce qui précède que la décision de sir John Colborne de ne pas recommander l'acceptation de la demande faite par la *North American Colonisation Society of Ireland* ne provenait pas de quelque objection à la société elle-même, mais de doutes quant à son pouvoir d'exécuter ses projets avec efficacité. Et dans une dépêche confidentielle de sir John Colborne à M. Spring Rice, secrétaire colonial, en date du 2 décembre 1834, sir John repassa par le menu les mérites des différentes sociétés de colonisation, à titre de rapport supplémentaire à sa dépêche publique, n° 72, portant la même date. Dans cette dépêche confidentielle, il étudia de nouveau les perspectives de la *Colonisation Association of Ireland*, et dit qu'elle ne pouvait être que d'un secours très limité. Il recommanda de plus d'adopter le plan proposé d'accorder de longs baux et de donner aux colons le droit d'acheter leurs lots à l'époque où cela pourrait les accommoder. Il objecta aussi aux gros groupements des classes ouvrières, tels que proposés par l'association, sans la